

**Accord-cadre mono-attributaire
Procédure d'appel d'offres ouvert
(articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la
Commande publique)**

N°2025-28

Assistance à maîtrise d'ouvrage informatique

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Le contexte	4
2. Objet du marché	5
3. Non-allotissement	5
4. Forme et étendue du marché	5
5. Durée	5
6. Pièces contractuelles	6
7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents	6
8. Modalité de passation des bons de commande	6
9. Modifications	7
10. Unité monétaire	7
11. Instances de pilotage du marché	7
12. Opérations de vérification	8
13. Cession des droits d'auteur sur les livrables documentaires	9
14. Pénalités	10
15. Conditions financières	11
15.1 Prix	11
15.2 Délai global de paiement	11
15.3 Modalités de paiement	12
15.4 Facturation	12
15.5 Réfaction	12
16. Cession ou nantissement de créance	13
17. Assurances	13
18. Litiges	13
19. Résiliation de l'accord-cadre	13
20. Attribution de juridiction	13
21. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat	14
21.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité	14
21.2 Conformité RGAA	15
21.3 Conformité RGI	15
22. Démarche de responsabilité sociétale et environnementale	15
23. Réversibilité	16
23.1 Objet et durée du processus de réversibilité	16
23.2 Plan de réversibilité	17
24. Confidentialité	18
25. Exécution aux frais et risques du titulaire	19

26. Décompte de résiliation	19
27. Dérogations aux CCAG/PI	19

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

1. Délais d'exécution de la prestation	20
2. Architecture	20
3. Prestations attendues	20
Nature de la prestation	20
Attendus des candidats et des profils présentés	21
Méthodologie	21
Livrables attendus	22
Bordereau de prix	22
4. Processus d'attribution de la commande	23
5. Pilotage des prestations	23
5.1 Réunion de lancement	23
5.2 Comités	23
5.3 Communication et gestion de projet	24
Bordereau tarifaire <i>Proposition de prix</i>	25

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Le contexte

L'établissement public national à caractère administratif Institut français du cheval et de l'équitation (Ifce), placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture et des Sports, est un opérateur public, prestataire de services destinés à l'ensemble des acteurs de la filière cheval, à la demande de l'Etat, des organisations socioprofessionnelles et des collectivités locales.

L'établissement est implanté sur l'ensemble du territoire national avec un siège social à Saumur (49), de bureaux administratifs à Pompadour (19) et une vingtaine de sites répartis dans chacune des régions en France métropolitaine.

L'Ifce se positionne comme l'institut technique de référence de la filière équine, avec des missions de recherche, développement, diffusion, formation, et valorisation du patrimoine équestre français.

L'Ifce est notamment chargé de gérer la base centrale française sanitaire et zootechnique des équidés (base SIRE) qui contient les données sur les chevaux (identification, sanitaire, pedigree, droits à reproduire, etc) et les personnes associées (propriétaires, détenteurs, naisseurs, éleveurs, étalonniers, vétérinaires). Le SIRE gère l'émission des passeports, la tenue des livres généalogiques et l'inscription aux stud-books pour la majorité des races, ou les chevaux sans race.

Les données sont collectées au travers de démarches papier ou internet, avec différentes étapes de suivi et renseignement par les bureaux de production.

L'évolution de ces bases de données et des services aux utilisateurs est constante afin :

- De répondre aux besoins des utilisateurs et institutionnels de la filière,
- D'accompagner les évolutions réglementaires (notamment en matière de traçabilité sanitaire et technologiques en matière de procédures, d'échanges de données et d'accès à l'information).
- De développer la dématérialisation des démarches et les échanges de données
- D'assurer le maintien en conditions opérationnelles du système d'information

Le service de maîtrise d'ouvrage du SIRE, composé de plusieurs chargés de missions est responsable de concevoir et mettre en œuvre les évolutions des bases de données et des outils informatiques SIRE afin d'améliorer et développer les services tournés vers les besoins des utilisateurs. Les chargés de mission (responsables fonctionnels)

- Font vivre le système existant :
 - Analyse des problèmes (bugs) et mise en place de solutions
 - Réalisation de certaines tâches d'exploitation (extractions, traitements, etc.)

- Support aux utilisateurs
- Font évoluer le système :
 - Collectent les besoins (auprès des maitrises d'ouvrage, utilisateurs internes et externes)
 - Rédigent les spécifications fonctionnelles
 - Suivent les développements en lien avec de responsable d'application de la DSI
 - Réalisent les tests
 - Assurent formation, conseil et partage de connaissances.

2. Objet du marché

Cette consultation a pour objet une prestation d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage informatique de la Direction du SIRE dans le cadre de la maintenance en condition opérationnelle des applications SIRE.

Les prestations sont principalement exécutées au sein des locaux du titulaire et/ou au sein des locaux administratifs de l'Ifce (route de Troche, 19 230 ARNAC POMPADOUR), suivant les besoins exprimés.

3. Non-allotissement

Dans le respect des dispositions des articles L2113-10 et L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du CCP, le présent accord-cadre ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants.

Au regard des caractéristiques techniques des prestations attendues, et eu égard notamment à l'indissociabilité de ces dernières qui concourent à la réalisation d'un même objet, l'IFCE doit avoir un seul et unique interlocuteur, la dévolution en lots rendrait difficile le pilotage et l'exécution des prestations.

4. Forme et étendue du marché

Ce marché est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles L2125-1 et R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

Le volume minimum est fixé à 50 jours/homme par an. Le volume maximum est fixé à 400 jours/homme par an.

5. Durée

Le marché est conclu pour une durée initiale d'un an, à compter de sa date de notification.

Il sera ensuite renouvelable à compter de la date anniversaire trois fois, pour une période d'un an et par reconduction expresse, sa durée totale ne pouvant excéder quatre ans. La reconduction doit être notifiée au plus tard un mois avant la fin de la période annuelle.

En début de marché ou lors d'un changement d'intervenant, en cas de problèmes dans l'exécution de la prestation, l'Ifce se réserve le droit de demander au titulaire de prendre toute mesure nécessaire pour rétablir la qualité de la prestation ou de mettre fin au marché durant les trois premiers mois d'exécution.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la propriété intellectuelle et à la confidentialité.

6. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement souscrit par les cocontractants attributaires du marché et ses annexes éventuelles ;
2. Les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le titulaire ;
3. Le règlement de la consultation ;
4. Le présent cahier des clauses particulières, regroupant le cahier des clauses administratives particulières, le cahier des clauses techniques particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
5. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics applicables aux Prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé l'arrêté du 30 mars 2021 ;
6. Les offres techniques et financières des titulaires.

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Les documents contractuels de l'accord-cadre prévalent en cas de contradiction avec les documents des marchés subséquents.

7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents

La correspondance contractuelle et juridique, les modes d'emploi ainsi que les factures doivent être rédigés en langue française.

8. Modalité de passation des bons de commande

Les bons de commande sont émis par l'Institut français du cheval et de l'équitation, Direction du SIRE, Route de Troche – BP 3, 19230 Arnac-Pompadour.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment jusqu'au dernier jour de validité du marché. Leur durée d'exécution ne peut être supérieure à un an et ne peut excéder une période de plus de trois mois après la date d'échéance du contrat.

Pour chaque bon de commande concernant des prestations dont le volume est inférieur ou égal à 25 jours/hommes, la facturation sera déclenchée au terme.

Pour chaque bon de commande concernant des prestations dont le volume est supérieur ou égal à 26 jours/hommes, la facturation pourra être déclenchée :

- À hauteur de 30 % à la commande
- À hauteur de 50 % à la signature du procès-verbal de recette

- À hauteur des 20 % restants à l'issue d'une période de garantie de trois mois après signature du procès-verbal de recette.

Le titulaire dispose d'un délai de 5 jours ouvrés à compter de la réception du bon de commande pour signaler à l'Ifce toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations. A défaut, le titulaire ne peut invoquer l'erreur pour se dégager de sa responsabilité.

Les prestations faisant l'objet de chaque bon de commande devront être exécutées dans les délais fixés dans le bon de commande correspondant.

L'IFCE peut accorder la prolongation des délais d'exécution au titulaire du marché. Les modalités de prolongation sont celles prévues à l'article 13 du CCAG – PI.

L'Ifce se réserve le droit de résilier par écrit sa commande, notamment en cas de non-respect par le titulaire de ses délais de livraison ou en cas de défaillance constatée lors de son exécution.

9. Modifications

L'Ifce se réserve la possibilité, conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande publique, de modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui sont devenues nécessaires :

- à la double condition qu'un changement de titulaire soit :

a) impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur ;

- par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant des modifications prévues ne doit pas dépasser 50 % du montant du marché initial (art. R2194-3).

10. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

11. Instances de pilotage du marché

Des points réguliers sur l'avancement des prestations doivent être réalisés par le titulaire auprès du représentant de l'Ifce, selon les modalités établies par les documents contractuels.

Les instances de pilotage attendues à minima sont énumérées ci-après :

- **Comité de pilotage** au niveau des responsables opérationnels de la gestion des prestations, se réunissant mensuellement et chargé du suivi de la relation commerciale et financière. Les lieux d'exécution de cette instance sont précisés dans les convocations. Cette instance décisionnelle doit notamment

permettre de traiter les points suivants :

- ✓ situation contractuelle et point financier,
 - ✓ identification et suivi des risques majeurs,
 - ✓ suivi des prestations (tableau de bord de suivi quantitatif),
 - ✓ suivi de la qualité de la prestation ;
 - ✓ plan de charges prévisionnel,
 - ✓ devoir de conseil du titulaire,
 - ✓ arbitrages éventuels,
 - ✓ litiges ;
- **Instance opérationnelle de suivi de la prestation** en charge de la gestion courante de la prestation (suivi du planning, point sur les actions réciproques, modalités de résolution des incidents...)

Des réunions exceptionnelles peuvent avoir lieu sur demande de l'Ifce afin d'évoquer le suivi opérationnel des prestations, contrôler l'état d'avancement des différentes actions. Lors de ces réunions, les parties décideront des mesures à mettre en œuvre pour résorber les dysfonctionnements éventuels constatés. Le Titulaire fera toutes les propositions qu'il juge adaptées.

12. Opérations de vérification

Approbation des livrables documentaires

Les livrables font l'objet d'une réception par l'Ifce, formalisée par la signature d'un procès-verbal d'approbation après validation de la totalité des livrables exigés.

Les livrables sont validés par l'Ifce notamment au regard de leur qualité (lisibilité et compréhension des besoins au regard du cahier des charges).

Les livrables attendus ainsi que les délais maximums de remise sont précisés par le bon de commande correspondant et/ou par courrier électronique.

Les vérifications sont de nature quantitative et qualitative.

- Les vérifications de nature quantitative ont pour objet de contrôler que la quantité des livrables présentée correspond bien à la quantité demandée conformément à la prestation désignée au bon de commande ;
- Les vérifications de nature qualitative ont pour objet de contrôler la conformité des livrables avec les spécifications du cahier des charges dans le respect des délais prévus.

Dans un délai de 5 jours ouvrés, l'Ifce vérifie la conformité des livrables réalisées aux termes des spécifications du cahier des charges et aux précisions apportées en cours d'exécution du marché.

L'Ifce souhaite que le titulaire soit force de proposition pour étaler la remise des livrables documentaires ou pour proposer des délais adaptés en cas de livraison d'un volume important de livrables sur une courte période afin de prendre en compte la charge que cela représente pour l'Ifce.

A l'issue de ce délai,

- Sans observations formulées à l'issue du délai indiqué ci-dessus, les livrables sont considérés comme approuvés,

- Si les livrables sont jugés non conformes ou insuffisants, la vérification est négative. Le titulaire dispose de cinq jours ouvrés à compter de la date de réception des observations, par écrit (mail) pour livrer un nouveau document/livrable conforme. L'Ifce dispose alors d'un délai maximum de cinq jours ouvrés pour formuler ses observations. Sans observation formulée à l'issue de ce délai, l'approbation du livrable est réputée acquise.

En revanche, si le livrable n'est toujours pas approuvé après la seconde présentation, L'Ifce est susceptible d'appliquer les pénalités prévues au présent marché et/ou de prononcer une réception avec réfaction (rejet partiel) :

Approbation avec réfaction

La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, l'Ifce est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire.

Cette réduction est appréciée au cas par cas. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de cinq jours calendaires à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, l'Ifce fait connaître au Titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces étapes, l'Ifce se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, et de résilier le marché pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du Titulaire.

L'approbation sans réserve du livrable par l'Ifce, entraîne :

- la rédaction de droit d'un PV d'approbation définitif des livrables ;
- la fin des pénalités éventuellement appliquées.

13. Cession des droits d'auteur sur les livrables documentaires

Le titulaire cède à l'Ifce l'intégralité de ses droits patrimoniaux de propriété intellectuelle relatifs aux livrables documentaires réalisés spécifiquement pour l'Ifce.

Le titulaire cède les droits d'exploitation afférents aux livrables, lesquels comprennent le droit de reproduire sur tous supports, représenter, communiquer, adapter, modifier, arranger et exploiter les livrables préparés exclusivement pour le

compte de l'Ifce, ensemble ou séparément, en tout ou partie.

Les stipulations du présent article demeurent en vigueur après la cessation du marché, pour quelque cause que ce soit.

La cession des droits patrimoniaux de propriété intellectuelle est effectuée à titre exclusif sans limitation géographique, pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur, telle que fixée d'après les législations tant françaises qu'étrangères et d'après les conventions internationales actuelles ou futures, pour une exploitation directe ou indirecte par l'Ifce, sans restriction.

Le titulaire reste propriétaire de ses connaissances antérieures, ainsi que des droits de propriété intellectuelle qu'il détient sur les méthodologies, méthodes d'analyse, modes de présentation et d'organisation visuels des livrables, le savoir-faire et l'expérience acquis préalablement ou qu'il développera à l'occasion du présent marché.

14. Pénalités

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire. Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont la non-réalisation dans les délais, a donné lieu à l'application d'une pénalité. Le titulaire ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de la pénalité. Il sera tenu compte des prolongations éventuellement accordées par écrit par l'Ifce. Elles sont le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation du marché.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'Ifce de notifier la résiliation du bon de commande ou du contrat dans les conditions prévues à l'article « résiliation ». Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à l'Ifce.

Les pénalités notifiées au titulaire sont réglées dans un délai maximum de trente jours calendaires à compter de la date de réception de la demande. A défaut de paiement dans ce délai, les pénalités réclamées sont payées par précompte du montant total de chaque facture reçue jusqu'à leur complet paiement. Seul, le mandataire, en cas de groupement d'opérateurs économiques, ou le titulaire en cas de sous-traitance, est redevable du paiement des pénalités. Le mandataire fait son affaire de la répartition des pénalités entre les membres du groupement.

Les modalités concernant les pénalités sont celles définies à l'article 14 du CCAG – PI.

- Livrables non-conformes/Délais de remise des livrables

Hors cas de force majeure ou faute de l'Ifce, en cas de non-respect du délai de remise ou de mise à jour d'un livrable, d'une documentation erronée, le Titulaire se verra appliquer une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard (du lundi au vendredi, de 7h30 à 19h, hors jours fériés).

- Pénalité pour retard dans le respect des calendriers

Hors cas de force majeure ou faute de l'Ifce, en cas de retard dans le calendrier, une

pénalité d'un montant de 100 € par jour ouvré de retard est appliquée au Titulaire (du lundi au vendredi, de 7h30 à 19h, hors jours fériés).

15. Conditions financières

L'unité monétaire applicable est l'Euro. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

15.1 Prix

Le document « proposition de prix » figurant en fin de document fixe le prix des prestations.

Les prix doivent obligatoirement comporter deux décimales et ils comprennent le prix de la prestation ainsi que tous les frais connexes (transport, hébergement, restauration...).

Le taux de la valeur ajoutée et celui des autres taxes doivent être indiqués dans la proposition de prix.

Le prix comprend :

- Le prix net hors TVA de la prestation ;
- Toutes les taxes fiscales, frais de toute nature éventuels, notamment ceux résultant de l'étude de marché, la frappe, la constitution de dossiers, etc. Ces frais ne peuvent donner lieu à aucune facturation complémentaire.

Les candidats certifieront avoir établi leurs prix conformément à la réglementation en vigueur au jour de l'établissement de l'offre.

Les prix sont fermes pendant la première année d'exécution du marché. Ils sont révisibles chaque année à partir de la deuxième année d'exécution du marché, sur présentation d'un nouveau tarif, soumis à l'approbation de l'établissement passant commande. En cas d'augmentation supérieure à 3%, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché sans préavis ni indemnité. Le titulaire devra communiquer les tarifs révisés, deux mois avant la fin de chaque période d'exécution du marché.

15.2 Délai global de paiement

Chaque facture est payable à trente (30) jours date de réception de facture.

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles L2192-12 à 14 et R3133-25 du Code de la Commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

Si, du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de vérification ou à toutes les opérations nécessaires au mandatement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en résulte.

15.3 Modalités de paiement

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire par le biais d'un mandat administratif (virement).

15.4 Facturation

La facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier avec son adresse ;
- Le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- Le montant des prestations admises hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le montant total TVA incluse ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La typologie de la prestation ;
- La date de la facturation et le numéro de facture.

Le Titulaire utilisera Chorus Pro pour transmettre sa facturation de façon dématérialisée. Il lui sera adressé à chaque commande le N° SIRET de l'établissement, le N° d'engagement juridique ainsi que le N° de marché. Il n'y a pas de code de service à renseigner.

La périodicité de la facturation sera déterminée par une mention figurant sur le bon de commande.

15.5 Réfaction

La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, l'Ifce est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire.

Cette réduction est appréciée au cas par cas. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, l'Ifce fait connaître au Titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces étapes, l'Ifce se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, et de résilier le marché pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du Titulaire.

16. Cession ou nantissement de créance

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.

17. Assurances

Le titulaire contracte et maintient, à ses frais, pendant toute la durée de ses obligations contractuelles et/ou légales, un contrat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle couvrant l'ensemble des activités du marché et garantissant sa responsabilité à l'égard de l'Ifce et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'ensemble des garanties prennent effet à compter de la notification du marché. Sur simple demande de l'Ifce, le titulaire fournit tout justificatif permettant de s'assurer du paiement des primes d'assurances exigibles.

Le titulaire produit les attestations d'assurance en cours de validité dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de leur demande.

18. Litiges

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, BP 207, Terrefort, 49411 Saumur cedex. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.

19. Résiliation de l'accord-cadre

Outre les cas de résiliation décrits au CCAG-PI (articles 32 et 33), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, l'accord pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire, si les fournitures et prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché (niveau de service, délais...).

20. Attribution de juridiction

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex. Tél 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58 – greffe-ta.nantes@juradm.fr

21. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat

21.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (*le « règlement européen sur la protection des données »*).

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le candidat s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la consultation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement désigné par l'Ifce dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-delaboration-de-politiques-de-securite-des-systemes-dinformation/>

Le titulaire devra fournir le matériel et les logiciels nécessaire à la réalisation de la prestation à son personnel (ordinateur portable, antivirus, ...)

Le titulaire retenu fera signer la charte informatique de l'Ifce à tout intervenant ; cette signature permettra l'ouverture de droits d'accès individualisés au SI de l'Ifce.

L'Ifce se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le candidat retenu.

21.2 Conformité RGAA

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations :

<https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>

21.3 Conformité RGI

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Interopérabilité de l'Etat :

<https://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

22. Démarche de responsabilité sociétale et environnementale

Les prestataires préciseront dans leur offre les démarches qu'ils entreprennent de nature à limiter l'impact de leurs prestations sur l'environnement et comment leur entreprise prend en considération les préoccupations sociales de ses activités dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché.

Responsabilité sociétale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer un progrès social dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché. L'IFCE accueillera favorablement les propositions faites dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché en matière d'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté et éloignées du marché de l'emploi, de formation des employés, y compris les employés les moins qualifiés, de lutte contre la précarité professionnelle, de lutte contre la discrimination.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve, leur démarche en terme de :

- engagement dans la formation de leurs employés, et notamment des employés les moins qualifiés, dans le cadre de l'exécution des prestations,
- politique interne de lutte contre la précarité professionnelle : faible turn-over, faibles temps partiels, favoriser les contrats en CDI, temps de travail équilibré,
- protection sociale du personnel et politique de promotion du dialogue social interne,
- politique d'égalité et de diversité : représentation équilibrée des femmes et des

hommes (rémunération égale, équilibre vie privée/ vie professionnelle, etc.), politique en faveur de la diversité, lutte contre les diverses formes de discrimination, etc.

Responsabilité environnementale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve (attestations, labels, ...), leur démarche interne de réduction des impacts sur l'environnement :

- les pratiques alternatives à l'emploi de produits phytosanitaires permettant l'entretien décrit ci-dessus,
- tri sélectif et collecte sélective des déchets, recours à un prestataire pour assurer la valorisation des déchets, etc.,
- réduction de la consommation énergétique, de la consommation de papier et autres produits,
- recours à la dématérialisation,
- réduction autant que possible, et dans la limite des exigences du cahier des charges, des déplacements des équipes dans le cadre des prestations objet du présent marché, en favorisant la visio-conférence et l'usage de moyens de transports peu polluants.

Entreprises soumises à la directive CSRD (grandes entreprises)

Elles fourniront un reporting extra-financier portant sur les données ESG (Environnementaux, Sociaux et Gouvernance) :

- ✓ facteurs environnementaux : atténuation et adaptation au changement climatique, biodiversité, utilisation des ressources... ;
- ✓ facteurs sociaux : égalité des chances, conditions de travail et respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... ;
- ✓ facteurs de gouvernance : rôle des organes d'administration, activités de lobbying, gestion des relations avec les partenaires commerciaux...

Les informations communiquées par l'entreprise doivent être certifiées par un commissaire aux comptes ou par un organisme tiers indépendant accrédité.

23. Réversibilité

23.1 Objet et durée du processus de réversibilité

Cette phase consiste à livrer des prestations en vue d'assurer la réversibilité et la transférabilité des données et services à la fin de l'accord-cadre. Elle est menée en accompagnement d'une phase d'appropriation mise en œuvre par l'Ifce ou par le titulaire dit « entrant ». La réversibilité a pour objet de restituer la connaissance

acquise par l'équipe du titulaire vers l'Ifce ou un tiers habilité par l'Ifce en terme de l'accord-cadre.

Le plan de réversibilité élaboré conformément aux stipulations du cahier des charges en phase d'appropriation, devra être actualisé par le titulaire, de façon annuelle avant chaque date d'anniversaire de l'accord-cadre, dès la fin de la première année d'exécution de l'accord cadre. La documentation du plan de réversibilité et ses mises à jour annuelles sont à la charge du titulaire.

Sur demande de l'Ifce, le titulaire apporte son assistance à l'Ifce ou à tout autre prestataire désigné par celui-ci pour faciliter la reprise de l'activité.

Quel que soit le motif ayant donné lieu à la cessation des relations contractuelles, les obligations contractuelles ne prennent fin qu'après que le titulaire ait respecté ses engagements liés à la réversibilité, quelle que soit la dégressivité de la prestation.

Le désengagement consiste notamment pour le titulaire à :

- former fonctionnellement et techniquement le personnel de l'Ifce et/ou tout tiers désigné par lui aux applications concernées par la réversibilité ;
- assurer le traitement d'un volume dégressif d'activité ;
- assister la nouvelle équipe en charge de l'activité.

La durée maximum de ce processus de réversibilité est de 3 mois.

Durant cette phase, le titulaire demeure lié par ses obligations contractuelles. Il met en œuvre toutes les mesures permettant d'éviter une interruption du service en phase de réversibilité.

23.2 Plan de réversibilité

Le titulaire et l'Ifce collaborent en toute bonne foi et se transmettent toutes informations utiles afin que l'activité puisse être reprise conformément au plan de réversibilité. Ils s'informent mutuellement de toute modification et/ou toutes difficultés susceptibles d'être rencontrées et pouvant avoir une incidence sur la réversibilité.

Le plan de réversibilité est élaboré par le titulaire.

L'Ifce validera ce plan et préalablement à la mise en œuvre, le plan de réversibilité fait l'objet d'une validation, formalisée par un procès-verbal.

Le plan de réversibilité contient a minima les éléments suivants :

- le calendrier d'exécution du plan de réversibilité ;
- le planning détaillé de la cessation des activités de maintenance ;
- la méthode et les moyens envisagés pour ce processus ;
- les procédures de réversibilité ;
- les modalités du transfert de compétences ;
- la liste des livrables associés, les dates et modalités de livraison.

La prestation de réversibilité se décompose en :

- une phase de préparation de la réversibilité qui couvre, a minima :
 - la définition des procédures de restitution et du contenu des livrables,
 - la préparation et la construction du planning en concertation avec l'Ifce et/ou le « repreneur du service »,
 - la définition des compétences minimales pour assurer la continuité de service,
 - le pilotage du déroulement de la phase.

Les livrables à fournir sont définis soit par le cahier des charges, soit dans la commande.

- une phase de réversibilité d'une application, pour tout ou partie des applications comportant notamment :
 - la mise à jour des documents de référence des applications à chaque mise en œuvre d'une version,
 - les formations spécifiques nécessaires à la prise en charge de l'application,
 - le recensement des travaux en cours pour définir ceux qui doivent être menés à terme par le Titulaire et ceux qui sont transférés à la nouvelle équipe,
 - le support et le contrôle durant la phase de maintenance en recouvrement.

Les livrables à fournir sont définis dans la commande.

L'Ifce doit pouvoir bénéficier à tout moment de la réversibilité des données et de toute information pertinente, dans un format d'export exploitable.

La réversibilité s'achèvera par la remise à l'Ifce d'un procès-verbal de fin de processus de réversibilité. La validation de ce procès-verbal par l'Ifce est soumise à la procédure d'approbation des livrables définie au contrat.

24. Confidentialité

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre confidentiel des renseignements, documents, ou objets quelconques est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent pas, sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le personnel du titulaire est astreint aux mêmes règles de discrétion que le personnel de l'établissement public l'Institut français du cheval et de l'équitation.

Le soumissionnaire s'engage à ne pas divulguer les informations concernant l'Institut français du cheval et de l'équitation, qu'il a obtenues par l'intermédiaire de ce dossier de consultation.

25. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'Ifce peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute (cas notamment énoncé à l'article « Résiliation de l'accord-cadre »).

Si l'Ifce ne peut se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché initial et résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il fournit néanmoins toutes les informations et tous les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'Ifce.

26. Décompte de résiliation

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'Ifce et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de quatre mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

Sans attendre la liquidation définitive du solde, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, hors indemnisation éventuelle. Si le solde est créditeur au profit du titulaire, l'Ifce lui verse 80% de ce montant. Si le solde est créditeur au profit de l'Ifce, le titulaire lui reverse 80% du montant du solde.

Le marché est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part, des prestations en cours d'exécution pour lesquelles l'Ifce accepte l'achèvement.

27. Dérogations aux CCAG/PI

L'article 6 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG/PI.

L'article 14 relatif aux pénalités de retard déroge à l'article 14 du CCAG/PI.

L'article 15-1 relatif aux prix de règlement déroge à l'article 10-2-2 du CCAG/PI.

L'article 19 relatif à la résiliation déroge aux articles 38 et 39 du CCAG/PI.

L'article 22 relatif à la réversibilité et transférabilité déroge à l'article 35 du CCAG/PI.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

1. Délais d'exécution de la prestation

Le début de la prestation court à compter de la notification du marché.

2. Architecture

Dans le cadre de la modernisation globale du SI, les données sont stockées dans deux bases distinctes, SIRE2, base historique, et SIRE3 base en cours d'enrichissement sur laquelle se branchent petit à petit les applications nouvelles ou réécrites en technologies récentes.

L'architecture du SI se base principalement sur des systèmes d'exploitation Linux (RedHat Entreprise Linux), des serveurs applicatifs JBoss SOA et Software AG ainsi que des plates-formes Zend ou Symfony pour les développements PHP, et s'appuie sur les SGBD Oracle et MySQL.

3. Prestations attendues

Nature de la prestation

Dans le cadre de la refonte de son système d'information, des évolutions réglementaires qui se mettent en place et de la modernisation de ses procédures, la direction SIRE recherche une assistance à maîtrise d'ouvrage en gestion de projets, afin d'assurer le maintien en conditions opérationnelles de ses applications informatiques.

Côté Ifce, l'interlocuteur principal de la mission sera un chef du service de la Direction du SIRE.

Côté prestataire, le candidat désignera un interlocuteur unique qui prendra en charge la répartition des actions au sein d'une équipe d'intervenants.

Le candidat mettra à disposition de ses intervenants les locaux et matériels nécessaires à la bonne exécution des tâches dont un poste de travail performant ; l'Ifce conserve à sa charge la mise à disposition des environnements d'intégration et de recette sur lesquels les intervenants seront amenés à déposer leurs travaux.

La prestation s'opérera à distance ou sur le site administratif de Pompadour. Le choix du lieu d'intervention sera réalisé en coordination avec le responsable de service de la Direction du SIRE en fonction des impératifs des projets et des phases d'avancement. Des phases de présence continue sur site pourront être nécessaires dans certains cas, afin de pouvoir être en lien avec les équipes présentes (Direction du SIRE, Direction des Services Informatiques, Utilisateurs fonctionnels des applications).

Dans sa réponse, le candidat présentera un profil détaillé des membres de son équipe qui interviendront dans le cadre de ce marché et indiquera précisément les tarifs journaliers pour chaque profil présenté.

Un mémoire technique est obligatoirement présenté à l'appui de l'offre du candidat, qui comportera un maximum de cinq pages (hors pièces de marché obligatoires et profil des intervenants). D'éventuels compléments d'information pourront être fournis en supplément, mais dont l'importance ne soit pas un élément majeur qui puisse avoir une incidence sur le choix de l'Ifce.

Attendus des candidats et des profils présentés

Le candidat devra pouvoir justifier d'une expérience en assistance à maîtrise d'ouvrage sur projets informatiques. Les membres de l'équipe pressentis pour intervenir dans le cadre de ce marché devront avoir une expérience d'au moins deux ans dans ce domaine.

Le candidat assurera directement la gestion de projet autour de la maintenance fonctionnelle de certaines applications existantes. Les projets pourront aussi inclure de concevoir, d'adapter ou de développer et de gérer des produits et des services tournés vers les besoins des utilisateurs, en concertation et en coordination forte avec l'équipe SIRE.

La prestation demandée nécessite une bonne maîtrise des méthodes :

- D'analyse fonctionnelle
- De conduite de projets,
- Et de recettes.

L'aptitude à travailler en équipe, la capacité à formuler des propositions claires et à fédérer autour d'une idée sont également des compétences requises pour garantir le succès de la mission.

Méthodologie

Le titulaire, pour la réalisation de la prestation, assistera la maîtrise d'ouvrage (SIRE) et doit à ce titre :

- Prendre connaissance des fonctionnalités du système actuel, tant sur le plan technique qu'un niveau des procédures du SIRE.
- Animer des groupes de travail pour comprendre la demande et dessiner le système cible avec une volonté de simplification et d'ouverture aux usagers
- Proposer et comparer des scénarii sur leurs aspects organisationnels, techniques, financiers, ...
- Réaliser tout ou partie de la cartographie des processus et de la modélisation des spécifications
- Rédiger des spécifications fonctionnelles, le cas échéant, produire un cahier des charges pour réalisation une consultation
- Rédiger des jeux d'essais et coordonner leur réalisation
- Former et communiquer sur le projet
- Participer à l'élaboration des supports de reporting interne (COPIL), le cas échéant, prendre part à ces instances de décision.
- Réaliser certaines tâches d'exploitation
- Réaliser certaines extractions de données et transférer ensuite leur exploitation régulière

- Assurer un support de second niveau, le cas échéant

Le prestataire sera garant de la réussite du projet et du respect des délais. A ce titre, il assurera un reporting régulier de son avancement et soulignera les risques identifiés, auprès du chef de service.

Il sera en relation étroite avec le responsable d'application de la DSI ou son prestataire qui assure la maîtrise d'œuvre des projets. Cette relation de binôme est primordiale pour le bon fonctionnement et l'évolution des applications.

Le prestataire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer un transfert de compétences et des formations sur les techniques et outils proposés au travers d'un monitorat. Les interventions seront suivies dans l'outil interne de gestion de projets de l'Ifce ; seuls les échanges faits par écrit à travers cet outil feront foi.

Durant l'exécution du marché, les prestations seront supervisées par un responsable interne de l'Ifce et validées par un chef de service du SIRE.

En début de marché, une présentation de l'environnement technique sera assurée par l'Ifce. Cette prestation initiale, au-delà du transfert de compétence, doit permettre au candidat de réaliser l'installation et le paramétrage de son environnement de travail.

En cas de changement proposé par le titulaire dans la composition de l'équipe, celui-ci s'engage à fournir les nouveaux profils d'intervenants, qui devront avoir une expérience équivalente. L'Ifce donnera son approbation sur les profils présentés. Le titulaire s'engage à assurer lui-même le transfert de compétence au sein de ses équipes.

En cas de démission ou de départ volontaire d'un intervenant en cours de mission, le candidat devra remplacer celui-ci sous 15 jours ouvrés. Ce délai est allongé à 2 mois calendaires en cas de force majeure (maladie, ...). Le non-respect de ces délais pourra donner lieu à résiliation du marché sans contrepartie pour le candidat et à pénalités, conformément à l'article 14 du CCAG - PI (voir paragraphe intitulé "pénalités pour retard").

Le cas échéant, le prestataire pourra être amené à réaliser une session de formation interne. Dans ce cas, l'Ifce prendra en charge le coût de la formation réalisée, n'étant pas compris dans le contingent de jours/homme annuel.

Livrables attendus

- Planning de réalisation
- Dossier d'analyse, de recette... et rédaction de documents associés
- Comptes rendus de comités
- Et plus généralement tout document défini dans le cadre du projet

Bordereau de prix

Voir proposition de prix en fin de document.

4. Processus d'attribution de la commande

Pour chaque prestation attendue dans le cadre d'un projet, le processus d'attribution de la commande émise par l'Ifce répondra aux étapes suivantes :

- Définition du périmètre par l'Ifce en fonction de ses objectifs
- Réponse du candidat sous forme de devis incluant
 - Délais
 - Coûts
 - Méthodologie envisagée
- Elaboration de la commande en se basant sur le devis retenu par l'Ifce
- Exécution de la prestation

5. Pilotage des prestations

5.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement avec le titulaire sera organisée par l'Ifce, dès la notification du marché. L'interlocuteur à l'Ifce sera désigné au sein de la Direction du SIRE.

Cette réunion aura pour but le cadrage des prestations :

- présentation des intervenants ;
- validation des flux de fonctionnement avec le titulaire (workflow, traitement des commandes, niveau de reporting...) ;
- modalités pratiques et planning ;
- mise en place de la comitologie ;
- réponses aux questionnements de l'Ifce et du titulaire.

5.2 Comités

- **Comité de pilotage** au niveau des responsables opérationnels de la gestion des prestations, se réunissant mensuellement et chargé du suivi de la relation commerciale et financière. Les lieux d'exécution de cette instance sont précisés dans les convocations. Cette instance décisionnelle doit notamment permettre de traiter les points suivants :
 - ✓ situation contractuelle et point financier,
 - ✓ identification et suivi des risques majeurs,
 - ✓ suivi des prestations (tableau de bord de suivi quantitatif),
 - ✓ suivi de la qualité de la prestation ;
 - ✓ plan de charges prévisionnel,
 - ✓ devoir de conseil du titulaire,
 - ✓ arbitrages éventuels,
 - ✓ litiges ;

- **Instance opérationnelle de suivi de la prestation** en charge de la gestion courante de la prestation (suivi du planning, point sur les actions réciproques, modalités de résolution des incidents...)

Les comités sont préparés et animés par le titulaire en coordination avec la Direction du SIRE. Le titulaire livre un compte-rendu à l'issue de chaque comité.

La fréquence et la composition des comités peuvent être adaptés en fonction de la nature de la prestation, d'un commun accord entre l'Ifce et le titulaire.

5.3 Communication et gestion de projet

L'Ifce dispose d'un outil de gestion de projets nommé Deproj (application Web). Il est accessible en extranet.

Quel que soit le type de prestation, Deproj est le support principal de la gestion de projet. Deproj est utilisé par l'Ifce et par le titulaire pour

- Déposer tous les livrables, hors code source,
- Déposer tous les supports de réunions et comptes rendus,
- Signaler les anomalies et effectuer le suivi des corrections et de la recette.

Les canaux de communication entre l'Ifce et le titulaire sont :

- Deproj / Projector
- Mail
- Téléphone
- Team's

Bordereau de prix

Prestations AMOA	Prix unitaire en € HT tous frais inclus
Ingénieur d'études et de développement Senior Prix de journée en agence Prix de journée sur site	
Ingénieur d'études et de développement Junior Prix de journée en agence Prix de journée sur site	

TVA applicable :

Conditions de réalisation des prestations :

Délai de réalisation des prestations :

A Le

Désignation du candidat
signataire
(Raison sociale, SIRET, NAF, adresse et téléphone)

Nom, prénom et qualité du
(cachet et signature)